



Programme Avenir Juste – Cordaid
Enquête de perception menée du 20 au 30 octobre 2024

Perceptions relatives à la sécurité dans les régions de Bandiagara, Gao, Mopti et Tombouctou au Mali

///// Restitution de l'enquête de terrain Q6



SIPRI et POINT SUD
Financement Cordaid

PROGRAMME
JUST FUTURE

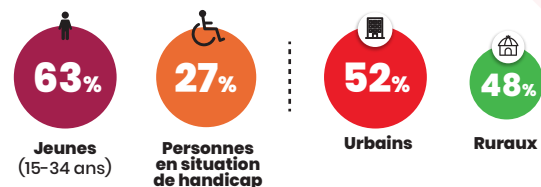


Méthodologie

Dans le cadre du programme « Avenir Juste » financé par Cordaid, SIPRI et son partenaire POINT SUD mènent des enquêtes de perception auprès d'un échantillon représentatif de 544 personnes dans les régions de Bandiagara, Gao, Mopti et Tombouctou au Mali dans 16 communes.

Les questionnaires sont administrés par une équipe de trois facilitatrices et sept facilitateurs. Conformément aux attentes exprimées par CORDAID, une attention particulière est portée à l'inclusion des femmes, des jeunes, des personnes en situation de handicap et des personnes déplacées ou réfugiées.

L'échantillon se répartit comme suit :



1% personnes réfugiées, retournées, rapatriées



28% personnes déplacées internes



Enquête de perception menée du 20 au 30 octobre 2024 - Ce projet est financé par Cordaid

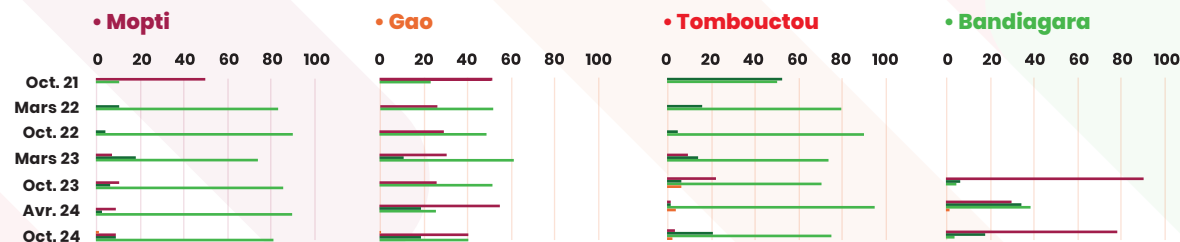
Zones d'enquête

/// Source : carte du Mali, réalisée par Dr. O.Dembélé, coordinateur du projet Avenir Juste au sein de POINT SUD. 17/01/25

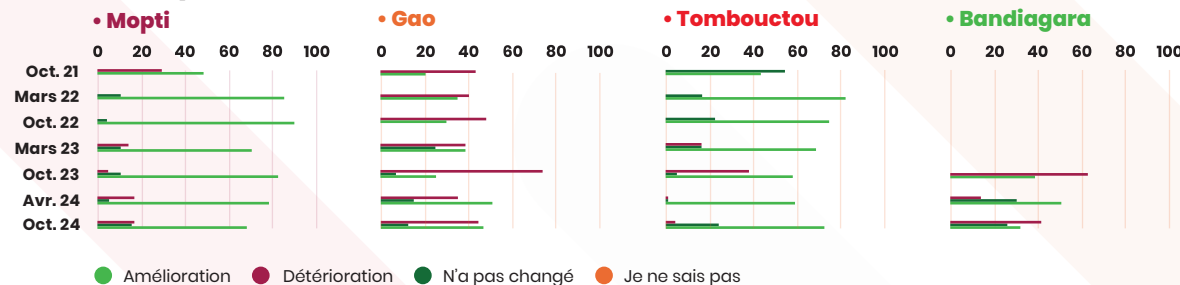


Les perceptions de l'insécurité

Perceptions de la situation sécuritaire au niveau national



Perceptions de la situation sécuritaire au niveau local



Principales sources d'insécurité

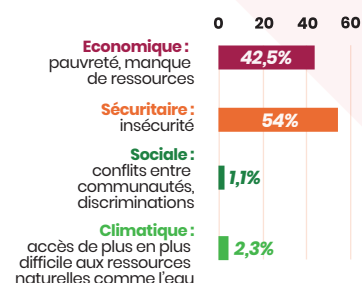


Programme Avenir Juste - Cordaid Restitution de l'enquête de terrain Q6

Dans leur environnement immédiat, les répondants indiquent se sentir :



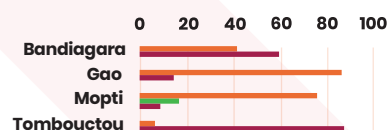
Principales sources d'insécurité :



“

Le mois dernier nous avons vécu le drame dans notre village, des hommes armés sont venus à plusieurs reprises pour la signature d'un accord chose que le chef de village n'a pas approuvé, je pense que c'est à cause de cela qu'il a été assassiné, le lendemain du drame tout le monde a quitté le village” (Entretien avec un PDI, région de Mopti, octobre 2024).

Par localité :

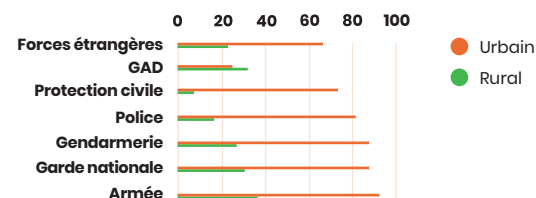


Les relations entre les populations et les forces étatiques de sécurité

Les perceptions recueillies reflètent les impressions subjectives des répondants. Elles fournissent des informations sur la façon dont les personnes comprennent et interprètent ce qu'elles voient, croient, pensent et ressentent et, surtout, comment elles donnent un sens à leur environnement.



Les forces étatiques sont essentiellement présentes dans les zones urbaines.



Confiance exprimée envers les acteurs sécuritaires

La confiance dans les acteurs de la sécurité reste toujours élevée (entre 60 et 85% selon les acteurs) mais le comportement des FDS et des forces russes est de plus en plus critiqué.

La confiance est plus faible dans les communes des régions de Bandiagara, Gao et Tombouctou que dans celle de Mopti.

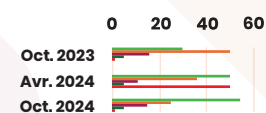
“

La population n'a pas de choix ni solution pour la crise sécuritaire que de suivre les instructions données par les autorités ou les groupes armés, victime de tous les côtés, la seule porte de sortie est la neutralité, car en fréquentant les groupes armés terroristes tu es ciblé par l'armée et vice-versa.” (Propos recueillis dans le cercle de Youwarou, octobre 2024).

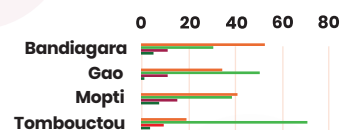


Départ de la MINUSMA

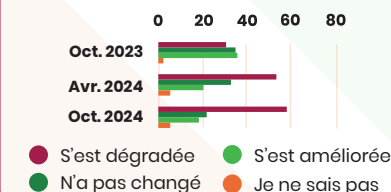
Impact :



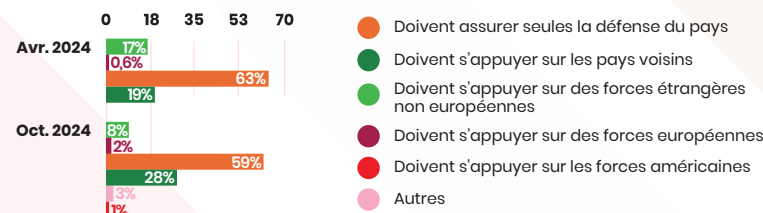
Impact par localité :



Impact sur la situation économique :



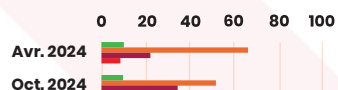
Rôle des forces de défense et de sécurité



En dépit de la persistance des insécurités, les relations entre les populations interrogées et les FDS sont qualifiées de « bonnes » et de « normales ».

Politique nationale

Fin de l'Accord pour la paix et la réconciliation

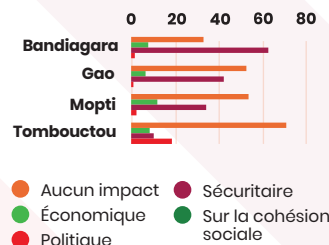


Sortie de la CEDEAO et création de l'AES



● Création de l'AES ● Sortie de la CEDEAO

Impact par localité



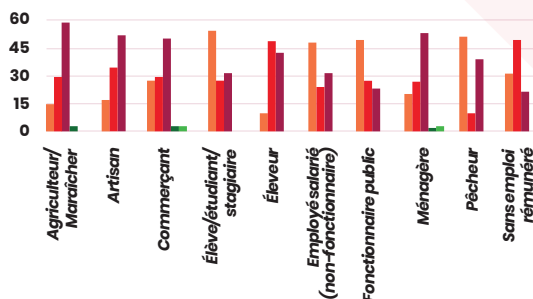
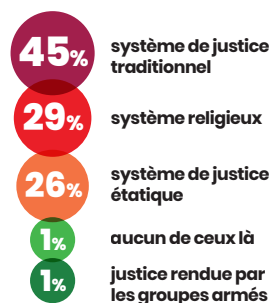
- Perception de l'indépendance de la justice étatique : pour **52 % la justice est peu indépendante**.
- **48 % des personnes attendent de la justice qu'elle ne soit pas corrompue** et 25 % qu'elle soit rendue dans le respect de tous.
- Justice traditionnelle : **49 % répondent que le problème sera traité rapidement**.
- **78 % souhaiteraient recevoir un procès-verbal de la décision du chef**.
- Pour 65 % des personnes, les décisions de justice traditionnelle doivent ensuite être transférées/centralisées au niveau étatique.

La société civile locale et les questions de sécurité

- La « société civile » est très présente au niveau local : les populations y associent une grande variété d'acteurs allant des **autorités traditionnelles et coutumières**, des **chefs religieux** aux **organisations de femmes ou de jeunes**.
- Les principales activités sont l'organisation de rencontres et des séances de **sensibilisation**, mais **peu d'actions concrètes** sont mises en avant.
- Ce sont les **associations** et **mouvements de jeunes** qui sont reconnus comme jouant un rôle plus important au quotidien dans les relations avec les **FDS**. Le rôle des organisations de jeunes est notamment mise en avant dans la sécurisation des villages.

Accès à la justice

Niveau de confiance



Conclusions

- Les conditions de vie des populations du Centre et Nord Mali continuent de se dégrader tant aux plans sécuritaire qu'économique.
- Les populations des campagnes subissent les attaques, enlèvements, vol de bétail, paient la zakât dans certaines zones.
- La situation est très dégradée à Bandiagara avec de nombreux villages déplacés. La ville de Bandiagara accueille un très grand nombre de PDI.



Recommandations



Renforcer le déploiement des FDS dans les zones rurales



Lutter contre les discriminations qui conduisent à des abus et former les FDS au respect des droits humains



Soutenir la mise en place d'une police de proximité



Institutionnaliser à l'échelle nationale les comités consultatifs locaux de sécurité



Sécuriser les axes et les foires afin de rompre l'isolement des zones rurales en permettant l'acheminement des produits de première nécessité.